

La finance a la mainmise sur notre vie.

Ça suffit !

Venez y réfléchir avec nous*

Vendredi 17 Avril 2015 à 20h

Salle du palais de Justice de Tournus



Au moment où, en France, nous sommes nombreux à nous interroger sur comment nous faire entendre de nos gouvernants, le peuple grec, en élisant Syriza, a décidé de mettre fin à la politique d'austérité et au remboursement d'une partie de la dette imposée par Bruxelles. Les espagnols, les Irlandais, les Portugais cherchent aussi à s'affranchir de la dictature de la finance. Les dirigeants européens, au service des banquiers, s'emploient par tous les moyens à tuer dans l'œuf l'expérience grecque. Ne les laissons pas faire !

Les sorts de tous les peuples d'Europe sont liés : chacun des gouvernements de la zone euro a délibérément choisi de placer son pays sous la domination des marchés financiers. Les citoyens sont victimes d'un double hold-up légal : En 2008, les banques privées ont été renflouées par l'argent des contribuables. Depuis, elles prêtent cet argent aux états à des taux d'intérêt exorbitants.

L'acte fondateur de ce hold-up est une réforme impulsée par Giscard d'Estaing en 1973. L'Etat ne peut plus, comme il le faisait auparavant, donner ordre à la Banque de France de créer de la monnaie pour financer des dépenses publiques à des taux d'intérêt nuls. Par conséquent, aujourd'hui, il est obligé, comme tous les Etats européens, d'emprunter aux banques privées à des taux d'intérêts allant de 5% à 10% tandis que la Banque Centrale Européenne offre à ces mêmes banques privées des prêts à taux réduits de 0,5% à 1%. La différence part dans la poche des actionnaires. La dette des états s'aggrave et sous prétexte de la « rembourser », les gouvernements imposent des politiques d'austérité qui détruisent nos protections sociales, nos services publics et provoquent le chômage.

Ce qu'une réforme a fait, une autre peut le défaire ; c'est une question de volonté politique ! Les peuples peuvent se libérer de la domination des banques et des directives européennes. Le nouveau parlement grec a fait un premier pas dans ce sens. Pourquoi pas nous ? **Des solutions sont possibles :** s'attaquer à la mainmise des marchés financiers, placer la création monétaire sous contrôle démocratique, promouvoir un autre partage des richesses... Il y va de l'avenir de nos sociétés.

* ACTES¹, ATTAC, la Confédération Paysanne, Ensemble 71

1. Alternative Citoyenne du Tournugeois Ecologique et Sociale

Ne pas jeter sur la voie publique.